



www.journalumali.com

Journal du Mali

L'hebdo

N°547 du 16 au 22 octobre 2025

DIALOGUE DOCTRINAL

VERS LA RÉCONCILIATION NATIONALE ?

PRODUCTION AURIFÈRE

UNE BAISSÉ PROBLÉMATIQUE

MONDIAL 2026

LE PARCOURS DÉCEVANT DES AIGLES



CANCERS DU SEIN ET DU COL DE L'UTÉRUS

ENTRE AVANCÉES ET DÉFIS

En ce mois d'Octobre Rose, le Mali dresse un état des lieux contrasté de la lutte contre les cancers féminins. Malgré des progrès notables, le pays reste confronté à d'importantes limites structurelles et socio-économiques.

GRATUIT

Ne peut être vendu

ACCESS



EVASION

5000 FCFA

7000 FCFA

AU LIEU DE 10000 FCFA

PASSEZ A LA FORMULE SUPERIEURE

2000 EN+ FCFA TTC * POUR

36 555

* Offre valable du 1er au 31 Octobre 2025 pour tous les abonnés ACCESS. Réabonnez-vous à votre formule habituelle en ajoutant 2 000 FCFA et profitez de 30 jours à la formule EVASION. Offre valable une seule fois sur la période.

COÛT D'UN APPEL LOCAL SELON VOTRE OPERATEUR

ÉDITO

Carburant : Quand la pénurie fait émerger des pratiques à risques

La pénurie de carburant qui touche la capitale malienne et plusieurs grandes villes du pays a provoqué une ruée vers les stations-service et fait apparaître de nouveaux comportements à hauts risques. Depuis plusieurs jours, les files d'attente s'allongent devant les pompes, où automobilistes et motocyclistes cherchent à se ravitailler. À côté d'eux, de nombreux particuliers se présentent avec des bidons pour constituer des réserves. Ces contenants, souvent en plastique ordinaire, s'accumulent aux abords des stations ou sont transportés sur des tricycles et dans des véhicules utilitaires. Certains usagers obtiennent du carburant sans attendre leur tour, en s'entendant avec des pompistes. Une fois remplis, les bidons sont revendus dans les rues ou sur des points informels, à des prix deux à trois fois supérieurs à ceux des stations-service. Cette revente parallèle s'est rapidement développée dans plusieurs quartiers de Bamako et dans d'autres localités confrontées à la même pénurie. Mais, derrière cette activité, les risques sont nombreux. Le carburant est souvent stocké sans protection, dans des lieux clos ou exposés à la chaleur. Les vapeurs qu'il dégage peuvent s'enflammer au contact d'une étincelle ou d'un simple appareil électrique. Une fuite ou un renversement suffit à provoquer un incendie. Les produits conservés dans des récipients non adaptés se détériorent aussi, entraînant des dommages pour les moteurs. Les autorités doivent mener des campagnes pour insister sur le fait que le carburant ne doit être conservé que dans des contenants homologués et dans des lieux ventilés et éloignés de toute source de feu. En l'absence de contrôle, la multiplication de ces stocks domestiques accroît les risques d'accidents, d'intoxications et de sinistres majeurs.

MASSIRÉ DIOP

LE CHIFFRE

45 milliards

C'est le montant en dollars des subventions et prêts à faible taux octroyés par le Fonds africain de développement (FAD) depuis sa création en 1972.

ILS ONT DIT...

- « Je peux vous dire qu'il est plus difficile aujourd'hui pour le président Ouattara de convaincre les Ivoiriens de lui accorder cinq années de plus que pour moi de convaincre les Ivoiriens de commencer par me donner cinq années pour un vrai changement ». **Jean Louis Billon, candidat à la présidentielle en Côte d'Ivoire**, le 15 octobre 2025.
- « Nous avons dû prendre nos responsabilités hier, parce qu'il n'y a plus rien dans le pays : plus de président, plus de président du Sénat, plus de gouvernement. Madagascar est un pays qui se meurt. Nous devons prendre nos responsabilités en tant que citoyens et patriotes ». **Colonel Michael Randrianirina**, le 15 octobre 2025.

UN JOUR, UNE DATE

16 octobre 1978 : Élection de Jean-Paul II comme 264^e Pape de l'Église catholique.



Hamchéto Maïga, sélectionneuse adjointe des Aigles basketteuses, est désignée ambassadrice du FIBA Africa Regional Youth Camp Egypte 2025.



L'ancien président français **Nicolas Sarkozy** doit être incarcéré à la prison de la Santé à Paris le 21 octobre 2025 pour purger une peine de 5 ans de prison ferme dans l'affaire de financement libyen.

LA PHOTO DE LA SEMAINE



À Tombouctou, le 12 octobre 2025, les populations se sont mobilisées pour le crépissage annuel de la mosquée Djingareyber, qui a 700 ans.

LUTTE CONTRE LES CANCERS FÉMININS : LE MALI PROGRESSE MAIS RESTE VULNÉRABLE

En ce mois d'Octobre Rose, le Mali dresse un état des lieux contrasté de la lutte contre les cancers féminins. Malgré des progrès notables en matière de sensibilisation, de dépistage et de traitement, le pays reste confronté à d'importantes limites structurelles et socio-économiques.

MOHAMED KENOVI

Les cancers du sein et du col de l'utérus demeurent les deux formes de cancer les plus répandues chez les femmes au Mali. En 2020, le pays a recensé plus de 14 000 nouveaux cas de cancers, dont près de 4 400 cas de cancers du sein et du col de l'utérus. En 2022, ces chiffres ont encore grimpé, avec 2 278 nouveaux cas de cancer du sein et 2 436 cas de cancer du col, selon les données officielles du ministère de la Santé. Cette progression, bien qu'inquiétante, s'explique en partie par l'amélioration du dépistage et une plus grande visibilité des campagnes de prévention menées à l'échelle nationale. Ces deux cancers, longtemps restés silencieux dans l'espace public, sont désormais au cœur des politiques de santé et des programmes de lutte contre les maladies non transmissibles.

Sensibilisation en hausse

Selon le Dr Madani Ly, cancérologue au Centre international d'oncologie de Bamako et Président de l'association Onco-Mali, les dix dernières années ont marqué un tournant dans la sensibilisation. « Il y a une avancée énorme sur le plan de la sensibilisation. De plus en plus de femmes ont l'information. Dans presque toutes les structures sanitaires, à Bamako ou à l'intérieur du pays, elles sortent en grand nombre pour se faire dépister. Cela a fait baisser, par exemple, le nombre de cas du cancer du col de l'utérus, parce que beaucoup de lésions précancéreuses ont été dépistées et traitées », affirme-t-il. Les statistiques confirment

cette tendance. En 2024, plus de 91 000 femmes ont été dépistées dans le pays, dont 43 236 pour le cancer du sein et 47 791 pour celui du col de l'utérus. Parmi elles, 384 cas suspects de cancer du sein ont été enregistrés, dont 134 référés pour un suivi spécialisé. Concernant le col de l'utérus, 751 cas suspects ont été identifiés, aboutissant à 284 biopsies, 394 lésions précancéreuses détectées et 22 cas traités.

« Octobre Rose », une initiative impactante

Cette progression est aussi le fruit des campagnes annuelles « Octobre Rose », initiées par le ministère de la Santé et du Développement social, en partenariat avec l'Office national de la santé de la reproduction (ONASR) et diverses associations de femmes. Depuis sa première édition, cette campagne vise à informer, dépister et accompagner les femmes à travers des actions concrètes de proximité. Placée sous le thème « Inclusion et engagement pour atteindre les groupes vulnérables », l'édition 2025, organisée du 1er au 31 octobre, ambitionne de toucher un million de femmes, en mettant l'accent sur celles vivant dans des conditions précaires : femmes



Lancement de la 4^{ème} édition d'« Octobre Rose » le 1er octobre 2025 à Bamako.

Prise en charge renforcée

Outre les hausses de la sensibilisation et du dépistage, le Mali a aussi accompli des avancées considérables dans la prise en charge. « Il faut noter l'apport du gouvernement du Mali, qui a subventionné en partie depuis des années la chimiothérapie, facilitant ainsi l'accès au traitement, même si cela reste encore largement insuffisant », explique le Dr Madani Ly. Un autre acquis majeur est la création du centre de radiothérapie à l'Hôpital du Mali, offrant des traitements pour les cancers du sein et du col. « Il y a parfois quelques difficultés techniques,

exercent à Bamako, et de plus en plus de chirurgiens cancérologues et de radiothérapeutes sont formés, tandis que d'autres sont en cours de formation, suscitant un grand espoir de délocalisation du traitement des cancers vers les régions dans les prochaines années. L'introduction du vaccin contre le papillomavirus humain (HPV) en novembre 2024, soutenue par l'OMS et l'Alliance GAVI, constitue elle aussi un jalon important. Elle vise à réduire à long terme les nouveaux cas de cancer du col de l'utérus, particulièrement chez les jeunes filles âgées de 9 à 14 ans.

REPÈRES

91027 femmes dépistées en 2024.

751 cas suspects de cancer du col de l'utérus détectés.

384 cas suspects de cancer de sein détectés.

Novembre 2024 : Introduction du vaccin contre le papillomavirus humain (HPV).

des programmes de dépistage et de traitement gratuits du cancer du col de l'utérus et du cancer du sein à Bamako, notamment au Centre de santé de référence de la Commune I. Grâce à MSF et à son centre d'oncologie pilote, plusieurs femmes ont pu bénéficier d'un dépistage précoce et de soins adaptés. L'organisation contribue également à la formation du personnel soignant, à la fourniture d'équipements de diagnostic et à la mise à disposition de médicaments essentiels. Ces actions ont permis, selon

les données de MSF, de doubler le nombre de diagnostics précoces entre 2019 et 2022 et de réduire sensiblement la part des patientes arrivant à un stade terminal de la maladie.

Des obstacles structurels et sociaux encore tenaces

Malgré ces progrès, les défis restent considérables. Le taux de survie à trois ans du cancer du sein demeure extrêmement faible, estimé à seulement 12,69% selon une étude menée en 2015. Cette situation s'explique par un diagnostic souvent tardif et par le fait que la majorité des patientes arrivent en soins à un stade avancé de la maladie. Les formes agressives, notamment les cancers triples négatifs, compliquent encore la prise en charge. Les contraintes logistiques et financières aggravent la situation. « L'une des principales difficultés est d'ordre financier. La chimiothérapie coûte excessivement cher, même si le gouvernement en subven-

tionne une partie », souligne le Dr Ly. Par ailleurs, le Mali ne dispose que d'un seul appareil de radiothérapie et l'accès aux analyses histochimiques et aux laboratoires d'anatomopathologie est très limité. Les barrières socioculturelles jouent aussi un rôle majeur. « Souvent, les femmes ont peur de se rendre à l'hôpital parce qu'elles craignent la biopsie du sein. D'autres, en raison de la pudeur ou de convictions religieuses, évitent le dépistage du col de l'utérus. Nous devons faire des efforts de sensibilisation pour que ces tabous ne soient plus un frein », insiste le cancérologue. Ces freins, combinés à la pauvreté et au manque de structures de proximité, expliquent le faible recours au dépistage préventif dans les zones rurales.

Renforcer le financement et décentraliser les soins

Pour améliorer la situation, les experts s'accordent sur plusieurs leviers d'action. D'abord, renforcer le diagnostic précoce et promouvoir une prise en charge multidisciplinaire afin d'assurer un meilleur suivi des patientes. Ensuite, développer l'offre de radiothérapie dans les régions et améliorer l'accès aux analyses histochimiques. Le Dr Madani Ly plaide également pour un meilleur financement public. « Concernant l'accessibilité au traitement, l'idéal serait d'inclure dans la liste de l'Assurance Maladie Obligatoire les médicaments spécifiques du cancer, qui coûtent très cher. Nous ne gagnerons jamais la bataille contre les cancers sans ce mécanisme », déclare-t-il.

Au-delà de la question des ressources, le renforcement de la formation continue du personnel de santé et la sensibilisation communautaire est indispensable. Car, comme le rappelle le cancérologue, « les avancées sont encourageantes, mais la bataille est loin d'être terminée ».

3 QUESTIONS À



DR. NTJI KEITA

Chef du département Santé Mère-Enfant à l'Office National de la Santé de la Reproduction (ONASR)

1 Quel état des lieux peut-on faire aujourd'hui de la lutte contre les cancers du sein et du col de l'utérus au Mali ?

Depuis quelques années, le gouvernement du Mali s'est engagé activement dans la lutte contre les cancers du col de l'utérus et du sein. Le projet « Week-end 70 », lancé en 2016 à Bamako, a atteint son objectif de dépister 70% de la population cible. Fort de ce succès, l'ONASR a poursuivi ses efforts en lançant, en octobre 2022, la première campagne nationale « Octobre Rose », qui a permis d'obtenir des résultats encourageants en matière de dépistage.

2 Quels sont les principaux défis dans la lutte ?

Il y a, entre autres, l'organisation régulière des campagnes de dépistage, le recrutement de la cible pour la vaccination contre le HPV, ainsi que la disponibilité des intrants à tous les niveaux. Il est également essentiel de former du personnel qualifié et de mobiliser des ressources financières.

3 Quelles sont les initiatives prises pour renforcer la lutte ?

Le Centre d'Anatomopathologie du CHU Point G a été renforcé avec des équipements modernes de diagnostic, tandis que l'Hôpital du Mali s'est doté d'un service de radiothérapie dont les capacités seront bientôt améliorées par l'acquisition de nouveaux appareils. Le gouvernement accorde également une subvention conséquente pour l'achat d'intrants et de réactifs destinés aux centres de dépistage et de prise en charge.

LUTTE CONTRE LES CANCERS DU SEIN ET DU COL DE L'UTÉRUS : ÉTAT DES LIEUX AU MALI

Les cancers du sein et du col de l'utérus sont les plus fréquents chez les femmes au Mali. Les chiffres révèlent des progrès notables en matière de dépistage, mais les défis restent considérables.



STATISTIQUES

- 2020 : Plus de 14 000 nouveaux cas de cancers recensés en au Mali
- Cancer du sein : 4 400 cas (28,8%)
- Cancer du col de l'utérus : 25,1%
- 2022 : 2 278 nouveaux cas de cancer du sein
- 2 436 nouveaux cas de cancer du col de l'utérus
- 2024 : 91 027 femmes dépistées
- Cancer du sein : 43 236 (384 cas suspects, 134 cas référés)
- Cancer du col de l'utérus : 47 791 (751 cas suspects, 284 biopsies réalisées, 394 lésions précancéreuses, 22 cas traités)

DÉFIS



- Taux de survie à 3 ans du cancer du sein : 12,69% (étude 2015)
- Offre de soins oncologiques très limitée
- Un seul appareil de radiothérapie fonctionnel (CHU du Point G, Bamako)
- Accès restreint aux analyses histochimiques et aux laboratoires d'anatomopathologie
- Diagnostic souvent posé à un stade avancé
- Nombreux cas de formes agressives



AVANCÉES

- Mise en œuvre de projets spécifiques pour la détection et la prise en charge
- Augmentation progressive des diagnostics entre 2018 et 2024
- Prise en charge gratuite dans le cadre de certains projets
- Intensification des campagnes de sensibilisation
- Introduction du vaccin contre le cancer du col de l'utérus en novembre 2024

LEVIERS D'AMÉLIORATION DE LA PRISE EN CHARGE

- Renforcer le diagnostic précoce
- Promouvoir une prise en charge multidisciplinaire
- Améliorer l'accès aux analyses histochimiques
- Développer l'offre de radiothérapie



Source : Ministère de la Santé et du Développement social – Agence internationale de recherche sur le cancer (IARC/OMS) – Epicentre / Médecins Sans Frontières

Paru dans Journal du Mali l'Hebdo N°547 du 16 au 22 octobre 2025

Journal du Mali



SPiRiT



3^e
EDITION

DU
23
au
25
OCTOBRE
CICB



FORUM D'INVESTISSEMENT DANS LA FILIÈRE COTON

Investir dans le coton pour bâtir l'avenir

EN MARGE DES FESTIVITÉS DE LA
JOURNÉE MONDIALE DU COTON

PROGRAMME

Foire et expositions

Panel haut niveau : défis et opportunités

Tables rondes investisseurs et financement

Ateliers de renforcement de capacités

Rencontres B2B et B2C

Cérémonie de remise de prix et défilé Made in Mali

Info_line : (+223) 94 55 45 24 / 83 41 67 82 / 77 29 13 36



DIALOGUE DOCTRINAL : UNE PISTE POUR LA RÉCONCILIATION NATIONALE ?

Alors que les attaques et les pénuries rappellent la fragilité du pays, l'idée d'un dialogue doctrinal refait surface. Entre réalités sécuritaires et quête de réconciliation, de nombreuses voix appellent à désarmer les esprits avant les armes.

MASSIRÉ DIOP

Les longues files devant les stations-service de Bamako reflètent la pénurie de carburant causée par les attaques contre les camions-citernes, paralysant une partie du pays. Cette crudescence des violences perturbe les échanges économiques et la sécurité des populations, ravivant le débat sur la nécessité d'un dialogue avec les groupes armés. C'est dans ce contexte que le Professeur Ali Nouhoum Diallo, ancien Président de l'Assemblée nationale, s'est récemment exprimé avec insistance sur la nécessité d'un dialogue doctrinal. Dans une tribune largement relayée, il appelle à une clarification religieuse conduite par les érudits maliens pour déconstruire les interprétations erronées du Coran qui servent de fondement idéologique aux violences. Selon lui, le retour à la paix passe par la réappropriation du discours religieux et par la parole de ceux qui détiennent l'autorité spirituelle. L'idée d'un tel dialogue a trouvé un écho particulier lors



Le ministre de la Réconciliation nationale, Ismael Wagué lors d'une rencontre avec des notabilités à Gao.

Des exemples à dupliquer

Sur le continent, plusieurs pays ont adopté des approches comparables. En Mauritanie, dès 2010 des théologiens ont dialogué avec des déte-nus radicalisés, permettant à certains de renoncer à la violence et de se réinsérer. En Algérie, la réconciliation nationale après la décennie noire des années 1990 a favorisé des amnisties encadrées et une désescalade durable. Au Maroc, le programme Moussalaha lancé en 2017 combine rééducation religieuse, accompagnement

les amener à douter de leurs convictions. Il préconise aussi l'usage des médias et des réseaux sociaux pour promouvoir des messages de paix, à l'image des vidéos d'érudits maliens répondant aux discours extrémistes.

Des pistes à explorer Sur le plan économique, la crise sécuritaire a aggravé les difficultés du pays. Le Président du Conseil national du Patronat, Mossadeck Bally, a récemment souligné les effets de l'insécurité et de la pénurie de carburant, rappelant que la paix ne se conquiert pas par les armes. Il appelle à un dialogue national réunissant gouvernement, secteur privé, société civile et groupes armés pour traiter les causes profondes du conflit et rétablir la confiance. Il estime que la survie du pays passe par une mobilisation collective et une refonte économique et sociale pour combattre la précarité.

Mécanismes endogènes

Pourtant, le ministère des Affaires religieuses, du Culte et des Coutumes dispose d'un Secrétariat permanent chargé d'appliquer la Politique nationale de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme (2021 - 2025). Cette structure forme Imams et enseignants coraniques, promeut la tolérance religieuse et encourage des prêches axés sur la paix et la cohé-

EN BREF

MOUVEMENT DES NON-ALIGNÉS : ABDOULAYE DIOP PLAIDE POUR LA SOUVERAINETÉ

Lors de son intervention le 15 octobre 2025 à la Conférence ministérielle du Mouvement des non-alignés à Kampala, le chef de la diplomatie malienne, Abdoulaye Diop, a réaffirmé l'attachement du Mali et de la Confédération AES aux principes de souveraineté, de dignité et de solidarité. Il a dénoncé les ingérences étrangères et accusé certains États, dont l'Ukraine et l'Algérie, de soutenir des groupes armés terroristes opérant dans la région. M. Diop a rappelé la saisine de la Cour internationale de justice par le Mali après la destruction d'un drone malien par l'Algérie. Il a également salué la Charte pour la paix et la réconciliation nationale comme symbole d'une appropriation souveraine du processus de paix, et a appelé à un monde multipolaire, ainsi qu'à une coopération fondée sur la solidarité et le respect des choix stratégiques des nations. ■

sion sociale, établissant ainsi un cadre institutionnel favorable à un futur dialogue doctrinal. Ce mécanisme pourrait, en collaboration avec le Haut Conseil islamique et avec l'appui de personnalités indépendantes ou de leaders communautaires respectés, constituer un cadre privilégié pour initier et encadrer ce dialogue doctrinal. Les appels au dialogue se multiplient parmi les leaders religieux, politiques et économiques, unanimes sur un point : la réponse militaire, bien que nécessaire, ne suffit pas à instaurer une paix durable. Le dialogue doctrinal s'impose alors comme une voie essentielle pour comprendre et désamorcer l'idéologie de la violence, redonner sens à la foi et restaurer les liens communautaires. En alliant parole religieuse et raison politique, cette approche pourrait restaurer la paix par la connaissance et l'écoute. ■

Désarmer les esprits avant les armes, tel est le véritable défi de la réconciliation nationale.

de plusieurs rencontres nationales, y compris le Dialogue inter-Maliens de 2024, dont le rapport final recommande l'ouverture de discussions doctrinales et communautaires avec toutes les parties, notamment les mouvements armés se réclamant du Jihad. Les participants y ont vu une étape vers la réconciliation nationale, à condition que le processus soit conduit par des acteurs crédibles et proches du terrain. Des chercheurs jugent cette approche pertinente, mais difficile à mettre en œuvre dans un climat marqué par la méfiance et la fragmentation des acteurs.

psychologique et réinsertion socioéconomique. Au Nigeria, Operation Safe Corridor propose un parcours de déradicalisation et de formation professionnelle pour d'anciens membres de Boko Haram. Ces initiatives démontrent qu'un dialogue fondé sur la foi et la raison peut efficacement compléter l'action militaire. Au Mali, le prêtre allemand Ha-Jo Lohre, enlevé à Bamako en 2022 puis libéré un an plus tard, a partagé son expérience et ses échanges avec de jeunes ravisseurs animés d'un idéal religieux mal compris. Il estime qu'un débat doctrinal mené par des érudits dans les langues locales pourrait



M^{ME} ROKIATOU DIAKITÉ

« Donner à chaque fille la chance de briller »

Alors que le Mali consacre le mois d'octobre à la solidarité et à l'inclusion, Mme Rokiadou Diakité, Présidente du Réseau des Femmes Leaders d'Afrique Francophone, appelle à un engagement renouvelé pour les droits des filles. Trente ans après Beijing, elle estime que les promesses doivent enfin se traduire en actions concrètes.

PROPOS RECUEILLIS PAR FATOUMATA MAGUIRAGA

Quel regard portez-vous sur la situation des filles au Mali aujourd'hui ?

Les filles du Mali continuent de faire face à de multiples obstacles pour accéder à leurs droits fondamentaux. L'abandon scolaire, les mariages précoces, les violences basées sur le genre et le manque d'accès à la santé reproductive limitent encore leur plein épanouissement. Près d'une fille sur deux quitte l'école avant le secondaire et dans les zones rurales beaucoup restent enfermées dans des traditions qui freinent leur autonomie. Pourtant, je rencontre chaque jour des filles déterminées, créatives et ambitieuses, qui prouvent que le changement est possible.

Où se situent selon vous les principaux manquements dans la protection de leurs droits ?

Les inégalités persistent, malgré les cadres légaux existants. Le manque de ressources, la faible application des lois et l'insuffisance de données freinent les avancées. Trop souvent, les politiques publiques ne tiennent pas compte de la réalité des filles sur le terrain. L'éducation est la clé : lorsqu'une fille a accès à l'école et à la formation, elle gagne en indépendance et contribue au développement de toute sa communauté. L'enjeu aujourd'hui, c'est de rendre ces droits effectifs et accessibles à toutes.

Vous venez de participer au Sommet des Filles d'Afrique de l'Ouest et du Centre. Qu'en reprenez-vous ?

C'était un moment fort. Ce sommet a donné la parole aux filles de la région, leur permettant de partager leurs expériences et leurs aspirations. Elles ont parlé de pauvreté, de violences, mais aussi d'espoir et de leadership. J'ai vu une jeunesse déterminée à ne plus subir, mais à agir. Cette énergie, il faut l'accompagner. Les gouvernements et les partenaires doivent écouter ces voix, intégrer leurs priorités et soutenir leurs initiatives locales.

Trente ans après la Déclaration de Beijing, les progrès sont jugés lents. Pourquoi selon vous ?

Les promesses de Beijing ont inspiré toute une génération, mais les résultats sont fragiles faute de volonté politique et de moyens suffisants. Il est temps de renforcer les budgets consacrés à l'éducation des filles, à la santé reproductive et à la lutte contre les violences. Et, surtout, de garantir leur place dans les espaces de décision. Donner à chaque fille la possibilité d'apprendre, de s'exprimer et de diriger, c'est construire un avenir plus juste et plus fort pour notre pays et pour l'Afrique. ■

KOWBEYE!

TM1
La télé qui vous allume !

CHAQUE SAMEDI | 20H15

INFO • CULTURE • DIVERTISSEMENT

PRODUCTION AURIFÈRE : UNE BAISSÉ PROBLÉMATIQUE

Le Mali a enregistré une baisse de 23% de sa production aurifère entre 2023 et 2024. Une baisse consécutive aux tensions entre l'État et la société Barrick Gold, exploitante du gisement de Loulo-Gounkoto. Si cette baisse met le secteur sous tension, c'est aussi une opportunité pour mieux orienter la stratégie minière.

FATOUmata MAGUIRAGA

De 65,9 tonnes en 2023, la production aurifère a chuté à 51 tonnes en 2024. Les facteurs de cette baisse sont liés en partie aux tensions persistantes entre l'État et la société canadienne Barrick Gold, qui détient 80% de la mine de Loulo-Gounkoto. Depuis l'adoption du nouveau Code minier, en 2023, l'État entretient un bras de fer avec la compagnie. La mine de Loulo-Gounkoto contribue à environ 25% de la production nationale, avec une production qui a atteint 750 000 onces d'or par an, soit environ 25 tonnes, pour une production moyenne de 60 tonnes. L'arrêt de la plus grande mine a des conséquences sur les recettes de l'État, constituées à environ 25% par le secteur minier. Pour les observateurs, cette baisse de la production va se poursuivre, parce que les mines qui pourraient combler le déficit n'ont pas encore la capacité de le faire. La mine de Fekola, avec environ 17 tonnes, n'y arrivera pas. Il faut donc s'attendre à des conséquences sur les recettes fiscales et les emplois, environ 10 000 menacés. C'est pour-



La baisse pourrait se poursuivre en 2025.

quoi « il vaut mieux un mauvais arrangement qu'un bon procès », explique un membre de la société civile, pour sortir de cette situation qui impacte aussi négativement les sous-traitants, lesquels n'arrivent plus à honorer leurs engagements envers les banques auprès desquelles ils se sont endettés. Cette baisse intervient aussi à un moment où le prix de l'or a atteint le niveau historique de 4 000 dollars l'once. Une opportunité dont le pays aurait dû profiter pour doubler les recettes de l'État.

Réorienter la politique minière D'autres projets en gestation, comme la mine de

Kobada, des mines moyennes d'une capacité d'une à deux tonnes d'or ou celle de Morila, pourraient contribuer à maintenir la production aux alentours de 50 tonnes. Mais la non-maîtrise de la production des orpailleurs constitue également un manque à gagner. Pour tirer davantage parti de ses ressources minérales, le Mali doit mettre en valeur d'autres minerais comme le calcaire, le fer ou encore le lithium, surtout pour assurer la transition énergétique et moins dépendre des carburants.

L'État doit mieux s'impliquer dans la chaîne et ne pas se contenter des impôts et des dividendes qui ne profitent pas aux communautés locales. Une bonne politique consistera donc à se servir des ressources minières comme tremplin pour le développement. ■

EN BREF

SADIOLA : LA MINE PRÉPARE SON AUTONOMIE ÉNERGÉTIQUE

Allied Gold Corporation, qui exploite la mine de Sadiola, dans l'ouest du Mali, a conclu un partenariat avec Africa Power Services (APS) pour développer une centrale solaire thermique de grande capacité de stockage afin d'alimenter l'expansion de sa mine. Le programme vise à couvrir les besoins énergétiques de sa phase d'extension grâce à un système hybride. Après une étude complète des besoins énergétiques sur son site d'exploitation, la société Allied Gold commence la mise en place par étapes de son système énergétique hybride. Grâce à une approche méthodique, elle débute par l'installation de générateurs diesel et d'un système de contrôle de pointe, avant la mise en place d'une centrale photovoltaïque. Les groupes thermiques à vitesse moyenne, plus performants, et la centrale solaire permettront de couvrir les besoins de l'extension de la phase 1 à moindre coût. Les solutions seront ensuite déployées pour la phase 2 afin de permettre à l'entreprise d'optimiser sa production. Sadiola réduira dès le début 2026 l'utilisation de ses anciens générateurs et la mise en service de la centrale solaire en 2027 permettra à la société de réduire ses coûts énergétiques de jusqu'à 20%. La puissance requise pour la phase 1 est de 20 MW et elle est estimée à 32 MW pour la phase 2. ■

Banque mondiale L'Afrique présente ses priorités 2025

Les assemblées annuelles du groupe de la Banque mondiale se tiennent depuis le 13 octobre 2025. Durant une semaine, ces assemblées, qui se déroulent sous le thème « Emploi : la Voie de la Prospérité », réuniront des gouverneurs de banques centrales, des ministres des Finances et des dirigeants d'institutions financières pour discuter des moyens de créer des emplois afin de booster

une économie durable. Les assemblées annuelles de la Banque mondiale se présentent cette année comme un tournant pour l'Afrique. C'est une opportunité d'aligner les mécanismes de financement internationaux avec les priorités du continent, dans des domaines aussi importants que l'emploi des jeunes, l'énergie, les infrastructures et la résilience climatique. Pour le président de la

Banque africaine de développement (BAD), le Mauritanien Sidi Ould Tah, il s'agit de renforcer les partenariats afin d'obtenir des opportunités pour l'emploi des jeunes en vue d'un développement inclusif et durable pour l'Afrique. Il a déjà rencontré les dirigeants de deux institutions de financement saoudiennes : la Banque saoudienne d'import-export (Saudi Exim) et le Fonds saoudien pour le déve-

loppement (SFD). Cette réunion a permis de réaffirmer l'engagement de l'Arabie Saoudite à honorer sa promesse de 41 milliards de dollars en faveur de l'Afrique, dont 10 milliards de dollars pour les financements des exportations par Saudi Exim et 5 milliards de dollars pour les financements du développement par le Fonds saoudien. Ce plan a été annoncé lors du « New Africa Summit » en octobre 2024. ■

Production d'or Un secteur sous tension

Malgré une hausse des revenus, le Mali a enregistré une baisse importante de sa production aurifère. Quelques chiffres de l'évolution du secteur au cours des 5 dernières années.

2020	2021	2022
Revenus de l'or : 309,642 milliards de francs CFA	Revenus de l'or : 383,558 milliards de francs CFA	Revenus de l'or : 763,7 milliards de francs CFA
Production d'or : 65,2 tonnes	Production d'or : 63,703 tonnes	Production d'or : 66,030 tonnes
2023	2024	2025
Revenus de l'or : 547,6 milliards de francs CFA	Revenus de l'or : 835,1 milliards de francs CFA	Production industrielle à fin août : 26,2 tonnes
Production d'or : 66,5 tonnes	Production d'or : 51 tonnes	Prévision annuelle : 54 à 55 tonnes selon le ministère des Mines

HANDICAP : LE LONG CHEMIN VERS L'INCLUSION

En octobre, Mois de la solidarité et de la lutte contre l'exclusion, le Mali met en avant la situation des personnes handicapées. La deuxième semaine leur est dédiée, rappelant que, malgré les avancées, l'inclusion est un défi quotidien.

FATOUMATA MAGUIRAGA



Des personnes en situation de handicap lors d'une formation initiée par l'UNFPA à Bamako le 7 octobre 2025.

Selon l'Enquête démographique et de santé (EDS-VI) 2018, 6,4% des Maliens de 18 ans et plus vivent avec un handicap, un taux qui atteint 27,6% entre 70 et 79 ans et 45,5% au-delà de 80 ans. Malgré des avancées législatives, l'inclusion reste incomplète. Les personnes handicapées rencontrent davantage de difficultés d'insertion économique et sociale, notamment les femmes, plus touchées (6,8% contre 6,2% chez les hommes) et plus nombreuses à souffrir de troubles visuels ou moteurs. Pour mieux comprendre les disparités, il est utile d'observer les écarts entre les personnes vivant avec handicap et celles qui n'en ont pas. Plus de huit adultes sur dix (81,6%) vivant avec handicap n'ont aucun niveau d'instruction, contre 64,2% chez les

personnes sans handicap. Parmi ces dernières, 22,4% ont un niveau secondaire ou plus, alors que chez les personnes vivant avec handicap, cette proportion ne dépasse pas 9,3%.

Parmi les avancées figure la Loi du 12 juin 2018 sur la promotion et la protection des droits des personnes vivant avec handicap.

Encore du chemin Au Mali, des efforts sont faits pour assurer l'intégration socio-professionnelle des personnes vivant avec handicap. Cependant, les acquis restent à consolider pour une meilleure inclusion. Si le quota de 15% au niveau de la fonction publique est un acquis, des progrès sont attendus dans le secteur privé, relèvent les intéressés.

Parmi les avancées figure la Loi du 12 juin 2018 sur la promotion et la protection des droits des personnes vivant avec handicap. Au niveau de la santé, de l'éducation, de la formation professionnelle ou de l'emploi, elle prévoit des mesures spécifiques, notamment sur l'âge limite pour l'inscription à l'école et la participation aux concours. Mais l'accès à l'éducation est toujours limité. Pour les personnes atteintes de surdité, l'accès à l'enseignement secondaire demeure difficile en raison de l'absence d'établissements spécialisés dans le pays. La CNDH (Commission nationale des droits de l'Homme) souligne que, malgré les progrès, plusieurs défis per-

sistent : la non-prise en compte de la formation professionnelle dans les politiques publiques, le manque d'informations accessibles en braille ou en langue des signes et l'insuffisance de données statistiques fiables.

Les estimations actuelles situent les personnes vivant avec handicap à environ 10% de la population malienne. ■

EN BREF

DÉFORESTATION : 8,1 MILLIONS D'HECTARES PERDUS EN 2024

La disparition rapide des forêts est une préoccupation majeure depuis plusieurs années. Malgré cette réalité, les actions peinent à se mettre en place face à l'ampleur du fléau. Plusieurs gouvernements s'étaient engagés à New York, il y a plus d'une décennie, à éradiquer la déforestation d'ici 2030. Un phénomène qui est plus que jamais d'actualité, compte tenu des défis à relever. En 2024, 8,1 millions d'hectares de forêt ont été détruits de manière irréversible dans le monde, soit la moitié de la superficie de l'Angleterre, selon une étude du Collectif Forest Declaration Assessment publiée le 14 octobre 2025. L'organisation, qui regroupe des chercheurs, des ONG et des think tanks, indique que la principale raison de la déforestation mondiale est l'extension des terres agricoles au profit de cultures permanentes comme le cacao ou l'huile de palme. Cette cause représente 85% des pertes de la dernière décennie et est souvent accompagnée d'incendies volontaires. Un autre facteur est lié à l'extension de l'exploitation minière, notamment de l'or et d'autres minerais nécessaires à la transition énergétique. Selon les auteurs du rapport, ces impacts sont visibles dans des zones comme le bassin du Congo avec le cobalt, et l'Indonésie pour le nickel. En 2024, les zones tropicales ont à elles seules perdu 6,7 millions d'hectares de forêts primaires, alors que cette zone est essentielle pour la biodiversité et la séquestration du carbone. Si ce bilan éloigne de l'objectif de 2030, la COP30 prévue du 10 au 21 novembre constitue un nouvel espoir pour sauver les forêts et concrétiser les engagements. ■

MADAGASCAR : LE RETOUR DES FANTÔMES DE L'HISTOIRE

Une fois de plus, Madagascar replonge dans un cycle politique déjà connu. Entre répétition de l'histoire et éveil d'une jeunesse connectée, la grande île questionne encore sa démocratie fragile.

MASSIRÉ DIOP



L'armée a pris le pouvoir à Madagascar après des semaines de manifestations de la "Gen Z".

L'armée a pris le pouvoir le 14 octobre 2025, après le départ précipité du Président Andry Rajoelina, mettant fin à plusieurs semaines de tensions politiques. La Cour constitutionnelle a aussitôt constaté la vacance du pouvoir, tandis que l'Assemblée nationale votait sa destitution, ouvrant la voie à une transition militaire. L'épisode ravive le souvenir du 17 mars 2009, lorsque Rajoelina, alors Maire d'Antananarivo, avait conduit un soulèvement populaire contre Marc Ravalomanana, entraînant sa chute. Quinze ans plus tard, les rôles s'inversent, mais le même scénario se dessine. On assiste à un pouvoir contesté, un pays divisé et une transition à nouveau domi-

née par l'armée, désormais menée par le Colonel Michael Randrianirina, issu du Corps d'administration du personnel et des services techniques (CAPSAT). Depuis son indépendance, proclamée le 26 juin 1960, Madagascar connaît des alternances interrompues et des transitions forcées marquées par le retour récurrent de l'armée sur la scène politique. Élu en 2018 puis réélu en 2023, Andry Rajoelina a vu son mandat fragilisé par une crise sociale persistante, la hausse du coût de la vie et la défiance d'une jeunesse connectée.

Force de mobilisation Dans ce contexte, le mouvement Gen Z Madagascar, né sur

les réseaux sociaux début 2025, s'est imposé comme une nouvelle force de mobilisation. Rassemblant des milliers de jeunes autour d'exigences de transparence et de responsabilité, il est passé du virtuel à la rue, avant d'être partiellement récupéré par des acteurs politiques. Ce mouvement s'inscrit dans une dynamique plus large, qui traverse plusieurs régions du monde. Inspiré de mobilisations en Asie, le concept « Gen Z » trouve un écho croissant au Maroc, en Algérie et dans plusieurs pays africains. Il rappelle l'esprit du Printemps arabe de 2011 et les mouvements citoyens nés sur le continent africain comme Y'en a marre au Sénégal (2011), Balai Citoyen au Burkina Faso (2013), Lucha et Filimbi en République démocratique du Congo (2012). Tous traduisent une même aspiration à une gouvernance plus proche des citoyens.

Madagascar semble ainsi renouer avec son histoire tout en entrant dans une ère nouvelle, où la jeunesse numérique tente de transformer la colère en conscience civique. Entre espoir et répétition, la Grande Île se retrouve une fois de plus face à son destin politique, suspendue entre passé et renouveau. L'avenir nous dira si le cap sera maintenu ou si les vieux démons continueront de stopper la marche démocratique malgache. ■

UNE SEMAINE DANS LE MONDE

RECYCLER LES TÉLÉPHONES PLUTÔT QUE LES REMPLACER

À l'occasion de la Journée internationale des déchets électroniques, célébrée chaque 14 octobre, experts et ONG rappellent l'urgence de prolonger la durée de vie des smartphones plutôt que de les remplacer systématiquement. Selon les Nations unies, l'industrie du numérique génère près de 50 millions de tonnes de déchets électroniques par an, un flux en constante augmentation, dont seulement 20% sont recyclés de manière adéquate. Les spécialistes plaident pour une meilleure réparabilité des appareils et des mises à jour logicielles durables, afin de réduire la dépendance aux métaux rares comme le lithium, le cobalt ou le tantale, dont l'extraction a un coût environnemental élevé. Certains pays européens encouragent déjà la création d'un indice de durabilité pour informer les consommateurs sur la longévité des produits. Cette démarche s'inscrit dans la logique de l'économie circulaire, qui vise à freiner la surconsommation technologique et à préserver les ressources naturelles de la planète. ■

ÉCHOS DES RÉGIONS

RÉOUVERTURE DES ÉCOLES DE HOMBORI APRÈS 7 ANS DE FERMETURE

Fermées depuis 2018 en raison de la situation sécuritaire, les écoles de Hombori, dans la région de Douentza, ont officiellement rouvert ce lundi 13 octobre 2025. Cette réouverture marque un tournant important pour la communauté, longtemps privée d'un cadre d'apprentissage pour ses enfants. Pour l'occasion, le Maire de la commune de Hombori, accompagné du Directeur du Centre d'Animation Pédagogique (DCAP) de Boni et du personnel du CAP, s'est rendu sur place afin de constater la reprise effective des cours et d'encourager les enseignants ainsi que les élèves. Les autorités locales ont salué la résilience des populations et réaffirmé leur engagement à œuvrer pour un retour durable des services sociaux de base, notamment l'éducation. Parents, élèves et enseignants ont exprimé une grande satisfaction et beaucoup d'espoir pour l'avenir. Cette réouverture symbolise à la fois un retour à la normale et une volonté de remettre l'école au cœur du développement communautaire. ■

OTAN Réunion ministérielle sur les drones russes et l'Ukraine

Les ministres de la Défense des pays membres de l'OTAN se sont réunis le mercredi 15 octobre 2025 au siège de l'Alliance à Bruxelles, sous la présidence du Secrétaire général Mark Rutte. Au centre des discussions figurait la question des drones russes ayant survolé ou violé l'espace aérien de plusieurs États alliés, notamment la Pologne et la Roumanie. Certains de ces appareils ont été abattus sans qu'il n'en résulte d'escalade directe entre l'OTAN et la Russie. Ces incidents, considérés comme des atteintes à la souveraineté territoriale, font l'objet d'une analyse technique et politique approfondie. Les alliés étudient la mise en place d'une coordination intense et d'un

dispositif commun de protection, souvent désigné comme un « mur anti-drones », en coopération avec l'Union européenne. Les ministres ont également examiné les moyens d'accroître le soutien militaire à l'Ukraine. L'objectif est d'adapter les livraisons d'armes et de munitions aux besoins exprimés par Kiev, dans le cadre du mécanisme PURL (Prioritized Ukraine Requirements List), qui permet à l'OTAN de centraliser et de hiérarchiser les demandes ukrainiennes les plus urgentes. Cette réunion illustre la volonté des alliés de renforcer leur dissuasion collective tout en maintenant le dialogue et la maîtrise des tensions avec Moscou. ■

MONDIAL 2026 : LE PARCOURS DÉCEVANT DES AIGLES

Les éliminatoires africaines de la Coupe du Monde 2026 se sont achevées le 14 octobre 2025 sur une nouvelle désillusion pour le Mali. Malgré une fin de parcours encourageante, les Aigles terminent 3èmes de leur groupe, privés une nouvelle fois d'une qualification pour la Coupe du Monde.

MOHAMED KENOVI



Les Aigles terminent 3^{ème} du groupe I et ratent une fois de plus la qualification à la Coupe du monde.

Le Mali avait pourtant démarré ces éliminatoires sous de bons auspices. Le 17 novembre 2023, les Aigles s'imposaient 3-1 face au Tchad au Stade du 26 Mars, lançant idéalement leur campagne. Mais, dès la deuxième journée, les premiers doutes apparais-

saient. Un nul frustrant (1-1) à Bamako contre la Centrafrique, alors que la domination malienne avait été nette. Ces deux points perdus à domicile allaient peser lourd dans la course à la qualification. Les difficultés se sont confirmées quelques mois plus tard. Le 6 juin 2024,

les Aigles s'inclinaient à domicile contre le Ghana (1-2), après avoir pourtant ouvert le score. Ce revers face à un concurrent direct a marqué un tournant psychologique, avant un second nul stérile face à Madagascar (0-0) à Johannesburg. Puis, en mars 2025, malgré un éclatant succès de 3-0 face aux Comores, le Mali retombait dans ses travers quatre jours plus tard, incapable de battre une nouvelle fois la Centrafrique (0-0) à Casablanca. Ces deux matchs nuls face aux Fauves de Bas-Oubangui représentent sans doute le véritable échec des Aigles dans cette campagne. Quatre points perdus face à un adversaire abordable, alors que le Ghana ne laissait aucune miette. Même les victoires suivantes, 3-0 contre les Comores, 2-0 au Tchad et 4-1 face à Madagascar, n'ont pu permettre de combler le retard accumulé. La défaite 1-0 à Accra en septembre 2025 n'a fait que confirmer la tendance : un Mali solide mais incapable de gagner lorsque l'enjeu s'élève. Au final, les Aigles terminent 3èmes de leur groupe, derrière un Ghana plus constant et une équipe malgache opportuniste. Cette nouvelle élimination prolonge la « malédiction » du Mali, toujours en quête d'une première participation à la Coupe du Monde.

Pour de nombreux observateurs, cet échec est avant tout celui de l'inconstance. « Le Mali a payé cher son manque de réalisme face aux équipes dites moyennes. Ce n'est pas contre le Ghana qu'on se qualifie, mais en battant ceux qu'on doit battre », estime un analyste sportif. ■

Stade Malien et Djoliba AC Cap sur le 2^{ème} tour préliminaire des compétitions CAF

Les deux représentants maliens sur la scène continentale reprennent du service ce week-end, quelques semaines après avoir passé le cap du 1er tour préliminaire des compétitions CAF. Pour le compte des matchs aller du 2ème tour, le Stade Malien se déplace à Nouakchott ce dimanche 19 octobre pour défier Nouadhibou FC de Mauritanie en Ligue des Champions, tandis que le Djoliba AC se rendra du côté de Ouagadougou pour croiser le fer avec l'Union Sportive des Forces Armées (USFA). Un bon résultat à l'extérieur placerait nos deux représentants sur l'échiquier africain cette saison dans une bonne posture pour la qualification en phase de groupes, avant les matchs retours prévus une semaine plus tard à Bamako. Pour préparer ces rencontres, le Stade Malien et le Djoliba ont disputé plusieurs matchs amicaux ces dernières semaines. ■

M.K



CARTONS DE LA SEMAINE

Le Cap-Vert s'est qualifié pour la Coupe du Monde 2026 en battant l'Eswatini (3-0) le 13 octobre 2025 lors de l'ultime journée des éliminatoires. C'est une qualification historique pour les Requins Bleus, qui participeront pour la première fois à la compétition mondiale.

Vinicius Junior a été inculpé par un tribunal brésilien pour « trouble au travail ou à la tranquillité d'autrui » suite à une somptueuse fête d'anniversaire en juillet dernier. Une audience préliminaire aura lieu le 6 novembre. La star du Real Madrid risque un emprisonnement de 15 jours à 3 mois ou une amende.

ANNÉE DE LA CULTURE : LE MALI PARIE SUR LE TOURISME DOMESTIQUE

Dans le cadre de l'Année de la Culture 2025, le gouvernement a lancé le projet « Les Maliens visitent le Mali ». L'initiative entend relancer le tourisme intérieur et valoriser le patrimoine culturel national.

MASSIRÉ DIOP



Le projet « Les Maliens visitent le Mali » a été lancé le 19 septembre 2025 à BAMAKO.

Le ministère de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme a procédé le 9 octobre 2025 à Koulikoro au lancement officiel du projet « Les Maliens visitent le Mali ». Inscrit dans la dynamique de l'Année de la Culture, ce programme vise à encourager les citoyens à découvrir les richesses culturelles, historiques et naturelles de leur pays, tout en soutenant l'économie locale à travers le tourisme domestique. Cette initiative s'inscrit dans la politique de relance du secteur culturel et touristique, durement touché depuis plus d'une décennie par la crise sécuritaire. Le projet ambitionne de stimuler la fréquen-

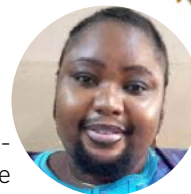
tation des sites patrimoniaux, musées, villages historiques, parcs naturels et zones artisanales, à travers des circuits adaptés et encadrés. Des partenariats sont prévus entre les collectivités, les opérateurs touristiques et les services déconcentrés de la culture pour créer des offres accessibles. De plus, une campagne nationale de communication accompagnera le lancement, avec la production de guides, de cartes culturelles et d'activités de promotion. L'objectif est de faire du tourisme interne un levier de valorisation identitaire et de cohésion sociale. Le ministère prévoit également la création de circuits thématiques

culturels et artisanaux, soutenus par l'Office malien du tourisme et de l'hôtellerie. Des exemples régionaux inspirent cette démarche. Ainsi, le Sénégal a développé le programme « Destination Sénégal » pour dynamiser le tourisme intérieur, tandis que la Côte d'Ivoire a encouragé les excursions culturelles à travers son initiative « Sublime Côte d'Ivoire ». Ces modèles montrent qu'une telle stratégie peut produire des effets durables si elle est soutenue par des infrastructures fiables, une politique tarifaire adaptée et une mobilisation des acteurs locaux. Cependant, plusieurs défis demeurent. L'insécurité persistante dans certaines zones du pays limite l'accès à plusieurs circuits touristiques. Les infrastructures d'accueil restent inégales à cause des routes dégradées, des hébergements insuffisants et du manque de services structurés. Le coût du transport constitue également un frein majeur à la mobilité des ménages. Pour y faire face, le ministère table sur la sécurisation progressive des axes, la réhabilitation des sites culturels et la formation de guides locaux pour rendre le projet viable à long terme.

Avec cette initiative, les autorités entendent replacer la culture au cœur du développement national, renforcer la fierté patrimoniale et offrir aux Maliens l'occasion de redécouvrir la diversité et la richesse de leur propre territoire. ■

INFO PEOPLE

AÏCHA KANTÉ SE MARIE



Aïcha Kanté, surnommée « la femme barbue du Mali », a célébré son mariage le dimanche 12 octobre 2025 avec un homme originaire du Niger. Cette union a suscité une large attention médiatique et sur les réseaux sociaux. Depuis plusieurs années, Aïcha Kanté faisait face à des moqueries et à des jugements en raison de sa pilosité faciale, une caractéristique peu courante chez les femmes maliennes. Malgré ces épreuves, elle a choisi d'assumer pleinement son apparence, devenant ainsi un symbole de confiance en soi et de résilience. Son mariage est perçu comme un message fort d'acceptation de la différence et de lutte contre les stéréotypes de beauté imposés par la société.

VIEUX FARKA TOURÉ EN TOURNÉE EUROPÉENNE



Le guitariste malien Vieux Farka Touré poursuit sa tournée européenne avec deux concerts annoncés le 24 octobre 2025 à Londres au Troxy et le 27 octobre à Cork au Cyprus Avenue. Ces dates marquent le retour de l'artiste sur scène après une année consacrée à la préparation de nouveaux projets. Le public pourra redécouvrir des titres emblématiques comme Ali, hommage à son père, ainsi que Fafa, Samba Si Kairi et Walaidu, morceaux devenus incontournables de son répertoire. Reconnu pour son jeu de guitare d'une intensité rare, Vieux Farka Touré allie la profondeur du blues saharien à des sonorités contemporaines, offrant à chaque concert une expérience musicale à la fois enracinée et universelle.

Journal du Mali
l'Hebdo

Directeur de publication :
Mahamadou CAMARA
mcamara@journaldumali.com

Directrice déléguée :
Aurélien DUPIN
aurelie.dupin@journaldumali.com

Rédacteur en chef :
Massiré DIOP

Secrétaire de rédaction :
Ramata DIAOURÉ

Rédaction :
Mohamed KENOVI - Fatoumata MAGUIRAGA

Photographie : Bakary E. DAOU

Infographiste : Marc DEMBÉLÉ

JOURNAL DU MALI L'HEBDO, édité par IMPACT MÉDIA Presse.
Hamdallaye ACI 2000 - Immeuble Badanya, près M/ÉVA Palace - Bamako
Tél : +223 20 23 00 66
www.journaldumali.com
contact@journaldumali.com



Afribone

Adoptez des **solutions biométriques avancées** pour plus de **sécurité**.



20 28 00 00
www.afribone.com

